

**M. Hellyer:** Le Congrès du travail du Canada dit: «Nous ne voulons pas de contrôles des salaires ou des prix.»

**M. l'Orateur adjoint:** A l'ordre, s'il vous plaît. Je crois que le député de Trinity (M. Hellyer) devrait se rappeler qu'il s'adresse en fait à la présidence et que le «vous» qu'il a prononcé plus tôt ne s'adressait pas à la présidence. Je sais que ses remarques sont à l'endroit du parti dans le coin gauche au fond, mais je crois qu'il devrait s'en tenir à la méthode plus traditionnelle de débat et nous pourrions peut-être ainsi éviter certaines des expressions malheureuses qu'on entend.

**M. Woolliams:** Je pose la question de privilège, monsieur l'Orateur. Je ne crois pas que Votre Honneur devrait rappeler à l'ordre le député qui a la parole. C'est le député de Skeena (M. Howard) qui devrait être rappelé à l'ordre. Est-ce que Votre Honneur a peur?

**M. l'Orateur adjoint:** La présidence n'a pas peur. La présidence a entendu une expression malheureuse, elle savait de quelle direction elle venait, mais pas de quel coin.

**M. Hellyer:** Monsieur l'Orateur, je ne veux pas discuter avec vous, mais j'ai, je pense, fait preuve de tous les égards habituels envers la présidence. Mes observations aux députés de ce coin-là étaient faites par votre intermédiaire, monsieur, et si, de temps à autre, je paraissais tourner le dos à la présidence, ce n'était que par inadvertance. Je voulais faire de mon mieux pour attirer l'attention du NPD qui a, je pense, rendu un très mauvais service au pays en ne s'attaquant pas aux principes qui sont à la base du problème qui les intéresse apparemment.

Ce problème est le suivant: aussi longtemps que les salaires et les prix augmenteront plus rapidement que la productivité, il y aura inflation. Il est actuellement difficile de distinguer la part de l'inflation causée par les marchandises internationales et celle qui est provoquée par le cycle des coûts. En hasardant une conjecture raisonnable, on pourrait dire, qu'environ 25 p. 100—si on pouvait isoler ce quart—de l'inflation provient du prix des marchandises internationales et des pressions de la demande extérieure. Le reste, monsieur l'Orateur, a une origine canadienne. L'an dernier, 56 p. 100 de notre produit national brut étaient en traitements et en salaires, y compris les soldes des militaires. Si ces 56 p. 100 augmentent trois ou quatre fois plus vite que la productivité, il est impossible d'éviter l'inflation. C'est un simple calcul arithmétique. Si 56 p. 100 du PNB augmente trois ou quatre fois plus vite que l'augmentation moyenne de la productivité réelle, il faut imprimer beaucoup plus de billets pour avoir un niveau d'emploi raisonnable. Si l'on doit imprimer davantage de billets pour avoir un niveau d'emploi satisfaisant, il y a nécessairement inflation; c'est ce qui se passe aujourd'hui. Il faut accepter la réalité.

Mes honorables amis savent que ces salaires et traitements font partie des frais. Lorsque les frais d'une entreprise canadienne quelconque augmentent, le bénéfice brut qui est habituellement exprimé en pourcentage est appliqué aux frais plus élevés également. Donc, l'augmentation des frais se traduit par l'augmentation des prix. On voit donc que le cycle de l'augmentation des frais conduit à la hausse des prix. Il est réellement futile de discuter si la hausse des prix entraîne l'augmentation des salaires ou si c'est cette dernière qui entraîne la hausse des prix, puisque les deux sont en corrélation. Nous devons accepter ce fait, ou nous continuerons de connaître le genre d'inflation

### *Financement des hypothèques*

qui se manifeste aujourd'hui aussi loin dans l'avenir que nous pouvons le prévoir.

Le niveau des dépenses gouvernementales est un autre élément qui contribue à l'inflation au Canada. Mes amis du Nouveau parti démocratique—ils ne sont pas les seuls coupables, je serai le premier à l'admettre—n'ont pas cessé de demander au gouvernement d'accroître ses dépenses. Ils insistent sur l'élaboration de nouveaux programmes, sur des rajustements de tout genre, et dans de nombreux cas ils sont justifiés. Mais revenons aux faits, monsieur l'Orateur.

Si l'accroissement moyen de la productivité par personne au Canada est effectivement de 2 ou 3 p. 100, et si tous les gouvernements du Canada augmentent de 1 p. 100 par an, la portion qu'ils accaparent du produit national brut, comme ils l'ont fait au cours des sept ou huit dernières années, les travailleurs canadiens auront moins d'argent, en valeurs réelles, pour subvenir à leurs propres besoins. En conséquence, les augmentations de salaires qui ont été négociées sont effectivement moins importantes qu'elles ne l'auraient été autrement. Donc, bien que dans certains cas les syndicats canadiens aient négocié des ententes salariales prévoyant des augmentations de 7 ou 8 p. 100, lorsqu'on tient compte de l'augmentation des dépenses gouvernementales et de l'impôt progressif, le gain total tombe à rien dans les faits.

Mes amis à ma gauche esquivent sans cesse la difficulté. Ils disent: «Établissons une commission de surveillance qui examinera les prix et, au besoin, les abaissera.» Mais ils refusent de faire de même à l'égard des salaires. Si vous décidez d'adopter ce procédé à l'égard des prix, vous devez également l'adopter à l'égard des salaires, car c'est l'élément qui constitue la plus forte proportion du produit national brut. Beaucoup plus forte que les profits, par exemple, et la tendance se maintient. Depuis 1949, la proportion du produit national constituée par les salaires ne cesse d'augmenter, alors que celle constituée par les profits ne cesse de décroître.

Je dis donc à mes amis que s'ils sont sérieux au sujet de l'habitation, s'ils pensent ce qu'ils disent, s'ils veulent que les taux d'intérêt s'abaissent, ils doivent agir; comment? en appuyant une politique des revenus comme celle que le parti progressiste conservateur préconise.

**Des voix:** Bravo!

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Hellyer:** Il n'y a pas d'autre solution. Vous avez beau prononcer les plus beaux discours, tromper, à force d'éloquence, une partie de votre auditoire et lui faire croire des réalités qui lui échappent, vous la trompez, et vous vous trompez vous-mêmes par la même occasion. Si vous voulez abaisser le niveau d'inflation jusqu'à un point acceptable au Canada, il vous faut avoir une politique qui supprime cette poussée vers le haut exercée par les puissants syndicats et les oligopoles. Il n'y a aucun moyen d'y échapper.

● (1700)

Récemment, on a pu lire dans le *Journal* d'Edmonton deux manchettes au cours d'une même semaine, l'une affirmant que les ouvriers de la construction avaient refusé une augmentation de salaire de quelque 94c.—je ne me souviens pas du chiffre exact—l'autre que le salaire minimum serait bientôt porté à \$2.